Marc-Adélarde Tremblay (1922 -)

Anthropologue, retraité, Université Laval

(1966)

“Morphologie sociale québécoise en mutation: esquisse à main levée”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marc-Adéland Tremblay (1922 -)

“*Morphologie sociale québécoise en mutation : esquisse à main levée*”. Un article publié dans l'ouvrage intitulé **La morphologie sociale en mutation au Québec**. Les Cahiers de l'ACFAS, no 41. Textes publiés sous la direction de Simon Langlois et François Trudel, pp. 13-33. Actes du colloque annuel de l'ACSALF, 1985. Montréal : ACSALF, 1986, 349 pp.

M Marc-Adéland Tremblay, anthropologue, retraité de l'enseignement de l'Université Laval, nous a accordé le 4 janvier 2004 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.

Courriel : matrem@microtec.net ou matremgt@globetrotter.net

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 20 décembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

- I. [De quelques préalables](#)
- II. [Une problématique systémique du changement](#)
 - a) [La portée sociale des nouvelles technologies](#)
 - b) [Les nouveaux tracés de la pyramide démographique](#)
 - c) [Les remaniements dans le profil des institutions ethniques des québécois francophones](#)
 - d) [La mouvance des structures et pratiques économiques](#)
 - e) [Les mutations étatiques et politiques](#)
 - f) [L'émergence de nouvelles appartenances et solidarités](#)
 - g) [Les axes de l'éveil amérindien](#)

[Bibliographie](#)

Marc-Adélarde Tremblay

Anthropologue, retraité de l'Université Laval

“Morphologie sociale québécoise en mutation : esquisse à main levée”

Un article publié dans l'ouvrage intitulé *La morphologie sociale en mutation au Québec*. Les Cahiers de l'ACFAS, no 41. Textes publiés sous la direction de Simon Langlois et François Trudel, pp. 13-33. Actes du colloque annuel de l'ACSALF, 1985. Montréal : ACSALF, 1986, 349 pp.

[Retour à la table des matières](#)

I. De quelques préalables ¹

[Retour à la table des matières](#)

Je suis conscient que le terrain d'observation sur lequel on me demande de m'aventurer - les mutations de la morphologie sociale au Québec - comporte une physiographie accidentée et recèle des obstacles multiples qui nécessitent l'utilisation de moyens novateurs de déplacement pour accéder aux lieux connus comme aux endroits inexplorés. La thématique du changement, des transformations et des mutations n'a cessé de préoccuper les spécialistes des sciences sociales, lesquelles firent leur apparition à une période historique de relative stabilité sociale. Aussi, se penchèrent-elles sur des traditions et des institutions séculaires afin de mieux comprendre comment s'effectuaient, d'une génération à l'autre, la transmission des coutumes et la reproduction intégrale des pratiques culturelles. Mais avec l'avancement technique et la révolution industrielle, avec la croissance des villes, les contacts de civilisation et la diffusion des valeurs et avec l'apparition d'une culture de masse à l'échelle du village planétaire, le thème de la dynamique sociale est devenu, au fil des ans, l'objet principal de nos observations, de nos analyses et de nos interprétations à la lumière d'une multitude de paradigmes et de perspectives théoriques concurrentiels. Il y eut une telle prolifération de ces études dynamiques que la notion de changement en vint à faire l'objet de contestations de la part de praticiens de certaines disciplines sociales. Je ne saurais, aujourd'hui, dénouer la crise épistémologique dont ce concept a fait l'objet. Toute-

¹ La création, l'entreposage, la sélection, la transformation et la distribution de l'information.

fois, en construisant quelques vignettes sur la dynamique sociale d'ici, je révélerai quelques pistes d'observation susceptibles de générer des regards suggestifs sur l'espace socio-culturel québécois.

Qu'il soit diachronique ou synchronique, qu'il obéisse à des pressions exogènes ou à des forces internes, qu'il se produise sur une courte période selon un tempo accéléré ou sur une longue période selon un rythme lent, le changement est invariablement un produit de l'histoire. Alors que les transformations à longue portée sont vraisemblablement structurelles et prévisibles, celles qui surgissent brusquement, dans des univers sociaux restreints, résultent d'une conjoncture particulière. Ces dernières ont tendance à être aléatoires, donc imprévisibles. Cette distinction entre changements structurels et conjoncturels, avouons-le, est simpliste quant à sa conceptualisation, mais d'une grande utilité dans une stratégie opérationnelle que je m'apprête à expliciter.

Je m'intéresserai plus particulièrement aux changements structurels, tout en étant conscient que les conjonctures peuvent acquérir un caractère de permanence relative. Cet objectif analytique m'obligera à braquer ma lunette d'approche sur la globalité bien que je sache que celle-ci n'est vraiment saisissable que par le truchement de ses parties constituantes, lesquelles sont en interrelations et interrélations. Toute analyse, est-il nécessaire de la rappeler, est sélective. La mienne le sera d'autant plus qu'elle prend la forme d'une esquisse à main levée, dont le tracé et les contours représentent mes perceptions et mes compréhensions des tendances structurelles. Mes intérêts de recherche me poussent à examiner de plus près les changements morphologiques susceptibles de modifier l'avenir de la collectivité québécoise. De plus, on s'attend à ce que j'effectue une synthèse et que les principaux éléments sur lesquels celle-ci se fonde puissent stimuler les discussions. C'est un mandat ambitieux, voire téméraire. Toutefois, ayant l'assurance qu'il y aura dans ce casse-tête à reconstituer des pièces manquantes et des pièces placées au mauvais endroit, je ne doute point que mes propos constitueront "une matière à discussion".

J'affronte une deuxième difficulté. Quelle méthodologie doit m'inspirer afin que je puisse choisir des indicateurs valides et fiables des changements morphologiques en cours de réalisation ? J'annonçais mes couleurs au début. Tout en ayant recours à mes connaissances d'observateur des réalités québécoises, je ferai appel aussi à mon vécu et à mes intuitions, cherchant à réconcilier le tout pour qu'émergent les dynamismes infrastructurels. Si j'identifie des transformations qui suscitent des questionnements et provoquent des difficultés de réajustement, tant dans les institutions et les réglementations que dans les conduites collectives, je me garderai bien d'en suivre les trajectoires, même si, pour emprunter aux prospectivistes, des tendances lourdes et des faits porteurs d'avenir me frappent. Je ne saurais, non plus, mettre à découvert

les répercussions qu'elles sont susceptibles d'entraîner à brève et longue échéance.

À l'intérieur des frontières tracées et des balises placées, voici les pièces centrales de l'ébauche que j'entends dessiner. Mon propos portera d'abord sur une problématique de changement d'inspiration systémique. Suivra chacune des pièces constitutives de l'esquisse générale, c'est-à-dire, les vignettes auxquelles je réfèrais plus tôt. Les composantes de cette mosaïque culturelle auront pour titre : (a) la portée sociale des nouvelles technologies ; (b) les nouveaux tracés de la pyramide démographique ; (c) les remaniements dans le profil des institutions ethniques des Québécois francophones ; (d) la mouvance des structures et pratiques économiques ; (e) les mutations étatiques et politiques ; (f) l'émergence de nouvelles appartenances et solidarités ; et (g) les axes de l'éveil amérindien. Les limites de temps m'empêcheront d'examiner les tiraillements et les soubresauts dans le régime de santé, les piétinements de la réforme scolaire, les réorientations du contrôle social (BARI-TEAU et alii 1984), le bourgeonnement de l'information et les promesses de l'espace nordique (Canadian Arctic Resources 1985). Le tour d'horizon projeté demeure ambitieux, même si il ne comporte pas de conclusion. Celle-ci représenterait un parachèvement de l'analyse qui n'existe tout simplement pas !

II. Une problématique systémique du changement

[Retour à la table des matières](#)

Toute ethnographie, qu'elle suive l'ancienne mode ou qu'elle s'inspire de canons nouveaux, découle d'un type de regard sur l'objet. Le changement structurel, qu'il soit le résultat d'un processus naturel ou la conséquence d'une intentionnalité, représente un objet d'observation d'une grande complexité. Si on veut en rendre compte adéquatement, il nécessite un regard compréhensif. En examinant l'histoire de nos disciplines, on est frappé par la multiplicité des perspectives théoriques, chacune d'elles proposant un regard particulier pour expliquer le changement. En gros, on peut regrouper ces schèmes conceptuels en quatre grandes classes : les modèles historiques ; les modèles d'orientation fonctionnaliste ; des perspectives macro-culturelles où se retrouvent l'approche holistique, le matérialisme historique et la perspective systémique ; et des schémas macro-culturels. Ces cadres théoriques du regard anthropologique

n'épuisent pas, on l'aura constaté, l'univers complet des grilles conceptuelles utilisées dans les sciences sociales et humaines. Notons que ces visées théoriques représentent autant de positions épistémologiques et de lunettes d'approche pour scruter et découvrir la réalité sociale dans ses tendances les plus apparentes comme dans ses éléments les plus fins. Elles sont toutes concernées par l'analyse des transformations sociales et des mutations collectives.

L'ensemble de ces paradigmes expliquent le changement par des systèmes de causalité qui deviennent de plus en plus sophistiqués au fur et à mesure qu'ils s'enrichissent d'apports novateurs. Les explications procèdent d'abord du simple au complexe ; puis de l'évolution linéaire rectiligne aux trajets par bonds et sauts discontinus ; et, enfin, de la "chaîne causale" à des univers pluridimensionnels et multivariés, constitués de réseaux interconnectés où les pressions sur un nœud suscitent des ensembles d'enchaînements à trajets capricieux. Voilà où nous en sommes rendus dans notre cheminement explicatif et dans nos systèmes de compréhension de la réalité. L'opération est d'une telle complexité qu'elle débouche sur une kyrielle d'explications concurrentes, toutes aussi plausibles les unes que les autres. Le dépistage des changements structurels - ce qui représente l'essentiel de ma démarche d'aujourd'hui - n'évite cet obstacle épistémologique qu'en apparence seulement, étant donné l'existence d'un véritable supermarché conceptuel qui m'oblige à effectuer des choix de notions qui ne peuvent être dissociées des perspectives théoriques dont elles découlent.

Mon regard s'inspire d'une approche systémique de la réalité sociale où ses composantes sont en interrelations et se transforment sous la poussée de dynamismes multiples qui imprègnent divers vecteurs en même temps. Toutefois, en dépit de plusieurs renouvellements théoriques dans l'étude du changement, comme bien d'autres, je demeure insatisfait. Ceci me pousserait d'ailleurs à soulever plusieurs questions. Dans le contexte d'aujourd'hui, je me bornerai à en poser une seule. Suivant en cela les voies tracées par Robert K. Merton, ne serait-il pas préférable d'abandonner les grandes théories concurrentes, qui nous enferment en ce moment dans une impasse épistémologique d'envergure, et de nous orienter vers des théories de moyenne portée centrées sur des objets limités d'observation ? Ce regard restreint n'enlèverait pas l'obligation, bien sûr, de réinsérer ces objets d'observation dans des ensembles plus vastes, voire compréhensifs. C'est en ayant en tête ce fond de scène théorique quelque peu imprécis et en projetant mon regard sur des horizons proches mieux délimités que je saisis mon stylo pour croquer sur le vif quelques-unes des transformations dont l'intensité, la portée et la persistance me laissent croire qu'elles sont structurelles.

a) La portée sociale des nouvelles technologies

[Retour à la table des matières](#)

Du point de vue des sciences anthropologiques, les technologies nouvelles représentent des outils perfectionnés qui établissent une médiation d'un type nouveau entre la main et le cerveau dans la mesure où ces nouveaux produits de l'invention humaine ont tendance à devenir autonomes, à s'autogérer à partir de systèmes d'auto-contrôle imaginatifs et à s'auto-reproduire. Nous sommes en présence d'une invention qui suscite l'émerveillement, à un point tel que nous risquons de perdre tout sens critique vis-à-vis les répercussions qu'elle peut entraîner pour l'avenir de l'humanité. Je me réfère aux impacts que ces nouvelles technologies produisent sur les modes de pensée, les styles de vie et les cadres de l'organisation sociale. Le discours dominant de celles et ceux qui occupent des postes de pouvoir aujourd'hui, met en valeur les possibilités quasi-illimitées des nouvelles technologies, dans les domaines de la biotechnologie et de la robotisation et dans ceux de l'informatique et de la bureautique, dans le but de faire la démonstration du dynamisme de leur leadership ainsi que d'affermir les assises de leur autorité. La computique, symbole à la mode, est investie de vertus magiques car elle permet toutes les espérances.

Notre société se conforme à la règle générale de l'occident. Elle s'est appropriée, à ses propres fins, sans que l'on entende de voix discordantes, ce discours-panacée. Tout en se mettant à l'heure de la "Silicone Valley" et en s'inspirant du "modèle-miracle japonais", le Québec a conféré à ce discours un coloris culturel. Je me bornerai à deux exemples : le système d'éducation et la représentation sociale des sciences humaines à la rencontre des technologies de pointe. À l'école les nouvelles technologies vont permettre, chez les jeunes, l'apprentissage de la pensée mathématique, du raisonnement et de la réflexion scientifique et l'accession d'emblée à une socialisation technique les rendant compétents et adaptés aux nouvelles exigences du marché du travail. Pour ma part, je me demande comment s'effectuera l'apprentissage de la pensée humaniste et du jugement critique et par quelles initiatives on suscitera l'émergence de la pensée réflexive et l'éveil de l'imaginaire. À l'université, la rhétorique et la symbolique associées aux nouvelles technologies ouvrent, comme par enchantement, de nouveaux champs de prospection, permettent le rattrapage de retards liés aux lacunes structurelles du monde universitaire québécois et propulsent inévitablement les chercheurs voués à l'avancement technologique dans le peleton de tête international. Bref, à ce niveau supérieur, comme aux

stades antérieurs, les nouvelles technologies vont assurer les réalisations que la réforme scolaire n'a pas atteintes !

Ce discours ne manque pas d'attirer car il nous absout de nos erreurs passées et flatte notre orgueil. Mais jusqu'où va aller notre crédulité ? Jusqu'à quand allons-nous négliger d'examiner de plus près, au-delà de l'importante question philosophique fondamentale de la libéralisation ou de l'asservissement de l'Homme par la technique, la portée sociale des nouvelles technologies ? Quand les détenteurs de pouvoir et les décideurs publics reconnaîtront-ils, avant qu'il ne soit trop tard, la nécessité des sciences sociales et humaines comme outils de travail de base dans l'examen critique des retombées positives comme négatives des grandes mutations technologiques ? Dans certains milieux, les sciences sociales ne font plus partie du coffre à outil car elles seraient tombées en désuétude ! Si cette affirmation ne fait pas partie des représentations qui se dégagent des discours officiels, elle ressort de celles que reflètent les affectations budgétaires tant des administrations publique que privées. Et pourtant, "les transformations d'envergure qui perméabilisent l'ensemble des univers sociaux représentent, d'un double point de vue, un défi pour les sciences sociales d'aujourd'hui. En premier lieu, en tant qu'analystes de ces dynamismes nouveaux, les spécialistes des sciences sociales auront à développer des modèles conceptuels et des outils d'observation novateurs. Ce renouvellement nécessitera un élargissement des perspectives théoriques pour incorporer des schémas conceptuels des sciences naturelles et expérimentales et un décloisonnement des disciplines sociales, devenant ainsi une véritable entreprise interdisciplinaire. D'autre part, tout en demeurant critiques par rapport aux divers discours et représentations sociales des nouvelles technologies afin de bien les identifier et de les décoder, les sciences sociales, plus que jamais auparavant, doivent faire la démonstration de leur pertinence et de leur utilité. Qui, mieux qu'elles, peut fournir les grilles d'interprétation les plus adéquates et possède l'ensemble des clefs pour culturaliser et humaniser le progrès technique ?" (TREMBLAY 1985).

Je suis favorable aux nouvelles technologies dans la mesure où elles s'appliqueront à répondre à certaines exigences. Elles doivent, par leurs fonctions libéralisantes, assurer une qualité de vie améliorée et une meilleure réalisation des ambitions collectives. Cela suppose, on l'aura saisi, que les technologies nouvelles ne deviennent pas un nouveau prétexte à la centralisation, à la concentration des pouvoirs entre les mains d'une minorité, qu'elles n'accroissent pas les tendances à caractère impersonnel dans les relations contractuelles et spontanées et qu'elles ne fassent pas la promotion inconditionnelle de l'idéologie productiviste. J'ose espérer, au surplus, que dans le domaine de la recherche empirique le bourgeonnement des technologies de pointe n'élargira pas le fossé qui ne cesse de s'agrandir entre les sciences dites exactes et les sciences sociales en ce qui a trait aux ressources matérielles et humaines disponibles.

b) Les nouveaux tracés de la pyramide démographique

[Retour à la table des matières](#)

À l'échelle des réalités institutionnelles, le champ bio-culturel est lui aussi un lieu d'interconnexions entre le biologique et le culturel. Les phénomènes démographiques, en particulier, sont à la fois le résultat de règles institutionnelles - je pense, en particulier, à la circulation des gènes par les règles du mariage, à l'empreinte sur le corps des coutumes alimentaires, au poids du caractère épidémique de certaines maladies liées aux pratiques hygiéniques, ou encore à l'hérédité, sur la structure de la mortalité - et le producteur de structures sociales nouvelles. Les tendances qui apparaissent dans la structure des âges, par exemple, me semblent particulièrement révélatrices de ce point de vue.

Ici au Québec, la pyramide des âges s'élargit au sommet dû au vieillissement de la population et se rétrécit à la base à la suite d'une chute sans précédent dans le taux de natalité et d'une prévalence inusitée de certains facteurs de mortalité chez les jeunes. Discutons, en premier lieu, du vieillissement de la population. À première vue, l'allongement de la vie apparaît comme une résultante particulièrement heureuse de l'évolution dans les connaissances et les techniques médicales. En projetant un regard plus attentif sur ce phénomène, toutefois, un certain nombre de constats sur l'accroissement de la longévité nous laissent songeurs !

Depuis une couple de décennies, on observe un nivellement de l'espérance de vie. Si des progrès extraordinaires ont été réalisés dans le contrôle des maladies infectieuses - à l'exception de la recrudescence actuelle des maladies transmises sexuellement -, d'autres maladies, telles les maladies de civilisation, acquièrent une incidence telle qu'elles semblent produire le nivellement structurel que l'on observe. Une deuxième constatation est tout aussi surprenante. Si dans les décennies qui ont suivi immédiatement la Seconde guerre mondiale on a haussé l'espérance de vie d'une quinzaine d'années, on n'a pas, pour autant, amélioré sensiblement l'état de santé des citoyens du troisième âge. Bien sûr, on vit plus longtemps. Mais ce recul de l'échéance de la mort ne s'est pas accompagné d'un gain comparable dans l'amélioration de la santé. Dès l'âge de soixante ans, si ce n'est pas avant, jusqu'à leur mort, les individus

subissent des expériences continuelles de maladies qui requièrent l'attention des spécialistes de la santé et l'innovation de nouveaux services.

Une troisième observation ethnographique saute aux yeux. Le vieillissement de la population comporte des répercussions importantes sur le système social et sur le système de santé comme il place les personnes âgées dans un état de dépendance économique et institutionnelle. Plusieurs études ont établi clairement que la majorité de nos aînés vivent sous le seuil de la pauvreté, subissent des privations sérieuses par rapport à leurs besoins les plus fondamentaux et se voient, comme de bien entendu, incapables de nourrir des aspirations. L'abandon, par les familles, des responsabilités vis-à-vis les aînés, jumelé à une perte graduelle de leur autonomie, a accentué, depuis une décennie, la tendance au placement en institution des personnes âgées. On retrouve, en effet, des Centres d'accueil dans les grands centres comme dans les milieux ruraux et les lieux les plus excentriques. Des pratiques nouvelles se dessinent qui traduisent, me semble-t-il, des innovations dans la conception de la santé et dans la structuration des services. Dans le domaine de la santé mentale, par exemple, on vise à déinstitutionnaliser². Dans celui de la gérontologie sociale, on s'applique à développer des services mieux adaptés aux personnes âgées dans le but de prolonger leur autonomie et de retarder leur placement en institution. On cherche encore à promouvoir, chez les aînés, une nouvelle hygiène de vie basée sur une alimentation mieux équilibrée, favorisée par la programmation dans la vie quotidienne d'activités physiques et soutenue par la création de nouveaux réseaux sociaux capables de meubler les temps libres d'une manière constructive.

Posons maintenant notre regard à la base de la pyramide. En dépit d'une baisse substantielle dans la mortalité infantile, on constate une nette diminution dans le nombre des jeunes. cela résulte à la fois d'une baisse dans le nombre des naissances et d'une accentuation de la mortalité chez les 15-25, due principalement aux suicides et aux accidents de la route. La chute de la fécondité³, pour sa part, est associée à tout un ensemble de facteurs qui sont en relations d'interdépendance. Ce sont la diminution dans le nombre des mariages et un accroissement dans le nombre des unions libres à caractère temporaire ; l'accès tardif des jeunes sur le marché du travail à des postes permanents comportant une certaine sécurité économique ; l'utilisation généralisée

² Il est malheureux, toutefois, que cette déinstitutionnalisation se fasse sans que l'on consulte suffisamment les partenaires sur les types (foyer naturel, famille d'accueil, foyer de groupe, centre d'accueil de réadaptation) et la qualité des ressources alternatives à utiliser ainsi que sur le caractère adéquat de ces ressources par rapport aux objectifs à atteindre.

³ Consulter l'article de la Presse canadienne dans *Le Devoir* (5 juin 1985, c.1-4) "Le taux de fécondité au Québec continue de chuter" à partir des données démographiques de Statistique Canada sur le recensement des naissances de 1983. En 1983 le taux de fécondité au Québec est de 1.45, ce qui le classe aux tous premiers rangs avec l'Allemagne de l'Ouest et le Danemark qui avaient en 1982 un taux de fécondité de 1.42.

des méthodes contraceptives chez les couples dans le but de contrôler le nombre des grossesses désirées ; l'affirmation du "droit supérieur" des femmes à l'utilisation de leurs corps et à une carrière professionnelle ; l'avortement sur demande afin d'éliminer les grossesses non désirées ; l'élargissement du contingent des personnes souffrant de stérilité ; l'affaïssement des normes régissant les pratiques sexuelles et, conséquemment, des sanctions négatives qui s'appliquent aux transgresseurs ; et de multiples autres facteurs, vaguement identifiés et dont on connaît mal l'influence. Quoi qu'il en soit, les nouvelles naissances ne remplacent pas les départs et si cette tendance se maintenait, elle produira, au Québec, une dépopulation. D'autres indicateurs, tout comme la structure des âges, souligneraient l'apparition soudaine et la persistance de mutations démographiques profondes dont la poussée et les vecteurs d'influence sont encore mal connus mais dont les effets anticipés laisseront leur marque sur les institutions. L'institution familiale est un exemple pertinent. on comprend mieux, dans les circonstances, les difficultés qu'éprouve le gouvernement québécois à énoncer une politique familiale qui soit largement acceptable et acceptée.

c) Les remaniements dans le profil des institutions ethniques des Québécois francophones

[Retour à la table des matières](#)

Les principes de l'identité culturelle, les frontières et les institutions ethniques ainsi que l'ensemble des phénomènes d'ethnicité m'apparaissent des outils de lecture importants dans l'examen des mutations sociales étant donné qu'ils traduisent finement les nombreuses tensions qui s'exercent entre identité personnelle et identité collective, entre pratiques idiosyncratiques et conduites institutionnelles et entre résistance au changement et processus acculturatifs. L'oscillation entre ces différents pôles obéit, pour ainsi dire, à des faits de civilisation qui agissent soit à la manière de freins ou de pressions, tant au niveau individuel que collectif. Si, utilisant la situation du Québec d'aujourd'hui, je mets en évidence certains principes d'encadrement, les structures qui les incarnent et les façons dont ils évoluent, peut-être pourrais-je déceler en quoi

et comment ils changent notre image de soi collectif, nos modes de vie et nos projections dans l'avenir ⁴.

Tout en améliorant l'utilisation du français dans les services publics, les politiques sur le bilinguisme et le multiculturalisme de l'État fédéral n'ont pas réussi à juguler, durant la décennie 1971-1981, la minorisation des francophones au Canada. Par ailleurs, ce ne sont pas les quelques cent cinquante mille anglophones enregistrés dans les classes d'immersion française, à l'échelle du pays tout entier, qui pourront renverser cette tendance ou qui pourront consolider la valeur numérique des francophones au Canada. Bien au contraire, tout intéressant que soit cet engouement pour la civilisation française, "les francophones hors Québec" perçoivent leurs concitoyens francophiles comme étant demain de sérieux concurrents pour occuper les postes bilingues de l'État central.

Par ailleurs, les Québécois d'ascendance française ont maintenu leur importance relative au Québec, soit quatre-vingt pour cent de la population toute entière. Cette stabilité dans la proportion relative des francophones par rapport aux autres groupes ethniques n'est pas un indice de vigueur car elle s'accompagne d'un éclatement des institutions ethniques et d'un affaiblissement des principes de l'identité culturelle (TREMBLAY 1983). Si on postule que la conscience nationale prit naissance au milieu du dix-neuvième siècle, l'Église, la paroisse, l'école confessionnelle catholique et la famille patriarcale sont devenues les principales institutions ethniques et ont constitué les assises dominantes d'une vision spiritualiste du monde et d'une organisation sociale ruraliste et théocentrique au sein de laquelle une abondante main-d'œuvre formait la principale force de production économique et le moteur central de reproduction des patrons culturels. Avec la naissance d'un nationalisme de conservation qui se transforma, au fil des années, en nationalisme d'affirmation d'abord, puis en État-Nation au moment de l'arrivée du Parti québécois au pouvoir, les principes de l'identité culturelle des Québécois francophones, en tant que peuple distinct, se sont graduellement déplacés des institutions ethniques à l'État-Nation. À mon sens, ce transfert d'identité des institutions ethniques à l'État fut trop brusque.

Loin de combler les aspirations nationales et les espérances collectives, l'État-Nation des francophones du Québec a dû se confronter à de dures réalités dans les relations fédérales-provinciales et a dû affronter les aléas de la crise économique, deux séries d'événements majeurs qui l'ont obligé à prendre des décisions politiques et administratives fort impopulaires, même auprès de ses clientèles les plus partisans. Cette conjoncture suscita une sorte de désan-

⁴ L'image de soi, le mode de vie et les projets d'avenir sont les trois principales dimensions du concept de l'identité culturelle que j'ai utilisées dans un ouvrage récent (TREMBLAY 1983).

chantement vis-à-vis l'État-Nation — que certains observateurs de la scène politique ont qualifié de "déprime collective" - compromettant du même coup les fondements de la communauté francophone. Cette dissociation se produisit au moment où l'espace social québécois subissait un envahissement de plus en plus massif et indifférencié de la culture de masse anglo-américaine. Ce double mouvement, repoussement de l'État-Nation en tant que principe d'identité et d'affirmation nationale d'une part et pénétration à l'emporte-pièce de la civilisation américaine de l'autre, construit imperceptiblement une puissante structure d'aliénation collective.

Vous me rétorquez sur le champ, j'imagine : mais il nous reste encore la langue comme élément culturel distinctif et comme instrument d'affirmation ethnique ! Je partage votre réaction, en partie seulement. Il est juste de penser que la loi 101, même si elle n'a pas réussi à franciser le Québec, a produit dans la classe moyenne en émergence et l'élite une nouvelle conscience linguistique (GENDRON 1985). Elle était sur le point d'acquiescer au Québec un statut social dominant lorsque survint la décision de la Cour Suprême du Canada déclarant inconstitutionnelle la "Clause Québec". Il est exact également que la communauté francophone se conçoit comme communauté linguistique et que le "réfèrent québécois" a mérité, devant les instances normatives internationales, une certaine légitimité. En revanche, les résultats de la Loi 101 sont mitigés par rapport à la francisation des entreprises et par rapport à l'amélioration, chez les membres de la génération montante, de la qualité de la langue écrite et parlée.

Finalement, tout important que soit le langage dans toute configuration nationale, il ne représente qu'un des éléments de la culture. Lui attribuer la primauté, sinon l'exclusivité, des principes de l'identité ethnique reviendrait en quelque sorte à faire reposer ces derniers sur le contenant plutôt que sur le contenu. Pour ce qui est de considérer la langue française au Québec comme un facteur de cohésion sociale entre les francophones, les divers groupes ethniques et les autochtones, je ne puis endosser ce point de vue. Car sa puissance médiatrice et sa valeur intégrative sont plus nominales que réelles⁵. Cela tient au fait que les valeurs francophones véhiculées par les parlants français sont trop imprécises et ambiguës. De plus, étant donné le fractionnement des identités et la diversité des allégeances culturelles, ces valeurs n'ont pas d'ancrage unitaire. À cela s'ajoute le poids de l'interculturel à l'école. Dans certains quartiers urbains, à tout le moins, ces pressions interculturelles se font de plus en plus sentir dans les systèmes de pensée et dans les relations sociales plus larges.

⁵ Sur ce point je ne partage pas les vues de mon collègue Jean-Denis GENDRON bien que son analyse, dans son ensemble, soit d'une remarquable qualité.

Que dire, enfin, de l'affirmation de plus en plus prononcée des communautés ethniques, récentes comme anciennes, à Montréal principalement, par rapport à leur volonté de participer plus pleinement au développement du Québec en tant que communautés à parts entières. Les chefs de file des communautés ethniques dénoncent avec force les politiques dominantes visant à les contenir dans un ghetto folklorique. Ils revendiquent une représentation adéquate dans la fonction publique et para-publique. Sur le marché du travail, comme dans les univers de la vie quotidienne, ils combattent avec vigueur les préjugés racistes. Ils vivent au Québec, mais les racines ethniques des immigrants, les sources d'inspiration ainsi que les symboles qui les expriment se nourrissent à la mère-patrie. Dans les circonstances, la langue française demeure tout au plus moteur de rapprochement et réduira les champs d'incompréhension. Considérer la langue comme un ferment de cohésion sociale dans ce contexte multiethnique va bien au-delà de ce qu'elle peut offrir. Les prérequis n'existent tout simplement pas !

d) La mouvance des structures et pratiques économiques

[Retour à la table des matières](#)

Point n'est besoin d'épiloguer pour établir l'influence des structures économiques et des phénomènes infrastructurels sur l'organisation sociale d'ensemble et sur l'évolution des mentalités. Sans conférer aux forces de production une primauté exclusive et absolue dans le charpentage des structures nouvelles, elles y exercent, à l'avant-scène, un rôle de toute première valeur.

L'économie capitaliste, par la promotion de la libre entreprise et la valorisation de l'esprit d'initiative, avait été jusqu'à maintenant à l'origine d'une croissance économique continue dans les pays occidentaux. À l'occasion de la récession économique de 1980-1982, elle a perdu son pouvoir d'entraînement et son caractère d'invincibilité. Secoué par la crise énergétique des années soixante-dix, le régime capitaliste a subi l'assaut de la crise sans avoir complètement retrouvé son équilibre. L'impensable survint : faillite à la chaîne d'entreprises pourtant réputées solides ; croissance de plus en plus incontrôlable de la dette publique ; accentuation des tendances inflationnistes ; dévaluations des monnaies ; accroissement du contingent des chômeurs et des assistés sociaux ; régression du produit national brut ; autant d'indicateurs de l'essouf-

flement du régime capitaliste. Ici au Québec, contrairement aux États-Unis ⁶, la reprise économique est lente. Le principal succès enregistré ces dernières années fut celui de l'affaîsissement du taux d'inflation. Mais ce gain s'est répercuté dans une élévation du taux de chômage et dans une lente remontée des taux d'intérêt à la consommation qui, comme on le sait, se traduit dans des coûts accrus du crédit et dans l'augmentation des privations involontaires.

Je laisse aux spécialistes le soin d'évaluer l'impact de la diminution de l'importance relative des industries primaires et secondaires au profit des industries de service, sur la structure de l'emploi et la santé de l'économie. Je remarque, néanmoins, que la population active ne croît pas à un rythme régulier. Le nombre des nouveaux postes disponibles sur le marché du travail n'augmente pas au même tempo que l'arrivée des nouveaux travailleurs. Qui plus est, dans les secteurs public et para-public comme dans l'industrie privée, on s'ingénie à dépister des formules de mise à la retraite hâtive, non pas dans le but de faciliter l'entrée des nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi, mais dans celui d'alléger la masse salariale. On met en vigueur des programmes intitulés "de redressement économique". Qu'il s'agisse de temps partagé, d'abolition de postes superflus, de contrats temporaires non-renouvelables, de subventions spéciales à l'embauche de catégories spéciales de travailleurs ou d'initiatives du même genre, ces divers programmes aboutissent trop souvent, en fin de compte, au rétrécissement de la population active et à la surmarginalisation des travailleurs sans emploi ou sans statut. Combien de talentueux jeunes attendent, dans le désœuvrement parfois, le décrochage de ce qu'ils appellent "une vraie job" !

Un certain nombre de programmes gouvernementaux de "jeunesse au travail" ou de programmes aux appellations recherchées pour masquer leurs déficiences structurelles, profitent de cette situation monopolistique de sous-emploi pour exploiter, disons-le avec honte, les forces vives de la nation. Que pouvons-nous attendre de nos remarques-critiques lorsque les dénonciations de ces programmes par des fonctionnaires sans peur sont rabrouées comme étant de pures fantaisies ?

Toutes ces transformations se produisent au moment où un nombre de plus en plus grand de femmes entrent ou veulent entrer sur le marché du travail.

⁶ La croissance économique aux États-Unis en 1984 fut le double de celle du Japon : elle fut si spectaculaire, selon Mme Sylvia OSTRY, qu'elle sera difficile à reproduire durant la présente décennie. (Discours devant les membres de l'Institut de recherches politiques, Montréal, début juin 1985). Il semble bien qu'au Québec les politiques économiques ne soient pas axées par rapport à la croissance économique. Selon l'ancien président et chef de la direction de la Bourse de Montréal (Pierre LORTIE), si elles l'étaient, elles graviteraient autour de quatre pâles différents : (a) rendre le Québec un milieu plus fécond pour la création et la croissance d'entreprises ; (b) réduire le poids de l'inertie de l'appareil administratif ; (c) rendre l'appareil productif compétitif ; et (d) affermir le rôle de Montréal dans le développement économique du Québec. (Congrès annuel de l'Association des économistes québécois, rapporté dans *Le Devoir* du 18 mai 1985, p. 11, c. 1-6).

Cette ambition n'a plus, J'espère, à être légitimée. Il est de notoriété publique que les femmes accèdent plus difficilement que les hommes aux postes-cadre, qu'à compétence égale et pour les mêmes tâches, elles reçoivent des salaires inférieurs, qu'elles rencontrent de plus sérieux obstacles que les hommes dans la recherche de la sécurité économique et dans l'obtention de bénéfices marginaux, qu'elles sont plus facilement remerciées de leurs services, et, selon les toutes dernières études sur la bureautique, qu'elles sont plus susceptibles que les hommes d'être touchées d'une manière adverse par les technologies de pointe. Quel palmarès peu enviable ! Toutes ces tendances renforcent des pratiques discriminatoires au moment où le discours officiel proclame à haute voix l'égalité des femmes et des hommes, non seulement devant la loi, mais aussi dans les pratiques institutionnelles.

La difficulté, voire l'impossibilité, de créer de nouveaux postes permanents, associée à la multiplication des postes à temps partiel, est fort probablement la résultante d'une déficience structurelle, d'une sorte de "main invisible". Mais cette situation est susceptible d'amorcer des transformations d'envergure dans les niveaux de vie, dans les profils de carrière, dans la conception du travail et dans la conception de la vie. Si la stabilité des postes de travail et si la puissance d'intervention des syndicats venaient à être compromises - ne sont-ce pas là quelques-uns des enjeux en cause dans la révision du régime de négociation dans les secteurs public et para-public - il en résulterait des changements d'envergure qui risquent d'affaiblir les plus faibles et de marginaliser encore davantage les défavorisés et les laissés pour compte. Ne sont-ce point eux qui reçoivent en première ligne les contrecoups de la transformation des rapports de force entre patrons et syndicats, de la modification substantielle des bénéfices marginaux, de l'insécurisation des emplois, de la réduction du droit de grève, et j'en passe ? L'accès tardif des jeunes sur le marché du travail, par exemple, m'apparaît extrêmement grave. Les définisseurs de situation et les principaux concernés ont mis à découvert et dénoncé cette incohérence à moult reprises. L'alternance des postes temporaires de travail, du chômage et, trop souvent hélas, de l'assistance sociale risque de devenir non seulement une phase pénible du cycle économique des individus qui perdure mais un attribut permanent.

Le "primo vivere", on le sait, est un cri vital qui déborde la praxis. Aussi, face à la multiplicité des réglementations gouvernementales, patronales, professionnelles et syndicales, il n'est guère surprenant que l'on assiste à un bourgeonnement du "travail au noir", particulièrement dans les métiers de la construction et dans les services. Dans une scénographie qui défavorise systématiquement certains travailleurs et certaines catégories sociales, peut-on blâmer celles et ceux qui occupent ces statuts de penser d'abord à eux-mêmes avant de s'inspirer des règles du bien commun ?

e) Les mutations étatiques et politiques

[Retour à la table des matières](#)

En projetant mon regard sur les continuités et les ruptures dans les structures étatiques et politiques ainsi que dans les politiques de l'administration publique, j'entre encore plus avant sur un terrain accidenté où il est plus difficile de s'aligner sur un horizon stable et d'identifier les vagues de fond. Je m'avance sans radar, ni sonde !

J'ai déjà fait allusion au déplacement des principes de l'identité culturelle des institutions ethniques à l'État-Nation et à l'existence d'une sorte de vacuum identitaire qui s'est produit à la suite d'une désaffection grandissante des Québécois francophones vis-à-vis le Parti québécois et d'une pénétration multi-sectorielle de la culture de masse américaine. À ce scénario de base, s'ajoutent d'autres éléments importants. Je pense, en particulier, à "l'affaire référendaire" qui, plus que jamais auparavant, a mis à découvert notre profonde division interne, un dualisme où la rivalité des frères ennemis a laissé amers et déçus les protagonistes des deux camps en opposition. "Notre miroir à deux faces" pour emprunter au titre d'un ouvrage de notre Isocrate national ⁷, est plus qu'une divergence idéologique, qu'une originalité dans le style de leadership et qu'une opposition symbolique à caractère théâtral de deux compagnons d'armes. Pierre Elliott TRUDEAU et René LÉVESQUE sont, comme l'affirme Gérard BERGERON (1985 : 340) dans son essai politique, "nos deux héros antinomiques" qui "nous ont tellement bien résumés aux pâles de notre précarité collective que nous aurions pu les avoir secrétés en même temps, comme antigènes et anticorps d'un même organisme... L'un et l'autre illustraient, à leur façon, la difficulté de faire persister une culture française en cette Amérique du Nord si massivement anglophone". L'un d'eux a cédé sa place à un nouveau commandant qui, bien qu'ayant aucune expérience politique, ne manque pas d'en exhiber toutes les ruses. L'autre vient d'abandonner la sienne en proposant en notre nom les conditions minimales d'une signature dans la dignité des revendications québécoises dans une Constitution canadienne, rapatriée et mise en force. Les premières réactions des gouvernements provinciaux du Canada anglais ne sont guère encourageantes.

⁷ Pseudonyme de Gérard BERGERON lorsqu'il commentait l'actualité dans Le Devoir.

Cette question nationale, qui a déjà créé la zizanie au sein du Parti québécois, soulève, avant même sa discussion en Chambre, toutes sortes de remous. Nous assistons impuissants, au vieillissement prématuré de ce parti, à une sorte "d'alzheimerisation" de sa raison d'être ! Cela tient tout autant aux enjeux brouillés et aux stratégies discutables du Parti québécois dans la gestion de la crise économique qu'à la crise idéologique qui a séparé les orthodoxes (indépendantistes) des révisionnistes (électoralistes), à la désaffection des clientèles partisans, à la démobilisation des jeunes et au progrès à rebours par l'accumulation des échecs successifs sur les scènes fédérale et provinciale. Les images du Parti, du Chef et des réalisations du Parti québécois, bien qu'injustes sur certains points, sont ternies et négatives. Les structures, les personnages et les solutions de rechange, bien que populaires dans les sondages et les élections partielles, n'inspirent pas la confiance de plusieurs observateurs avertis.

venons-en à quelques pratiques administratives qui sont, à plusieurs égards inquiétantes. Que penser, en effet, du retour en force des pratiques du patronage politique dans l'allocation des postes d'importance comme dans les fonctions

subalternes de l'appareil administratif gouvernemental, du gaspillage des effectifs par une mauvaise utilisation des ressources humaines et par la mise sur la voie d'évitement ("le tablettage") de compétences indésirées, de l'abus dans la prolifération des réglementations et des procédures bureaucratiques de contrôle qui ne jugulent toutefois pas les dépenses peu justifiables et d'une centralisation exagérée des mécanismes de décision. La liste est loin d'être exhaustive. Pourtant, dans le discours officiel, nos représentants de toute obédience se targuent d'être sensibles aux revendications des régions (GAGNON 1985) et s'évertuent, nominalement, à les reconnaître comme pôles d'identité culturelle et de développement économique et comme unités administratives d'importance. Tout cela, dit-on, sera reflété dans la réforme de la carte électorale et du mode de scrutin. Mais on ne sait toujours pas quand cette réforme sera sanctionnée en Chambre et mise en application.

Une deuxième série d'observations nous renvoie à ce que j'appelle "l'État protecteur à l'enchère". On m'exemptera d'illustrer le mouvement d'évolution des démocraties libérales occidentales vers une complète socialisation du risque sous toutes ses formes. Le Québec, par sa révolution tranquille, est entré de plein pied dans le mouvement et a voulu mieux faire que toutes les autres démocraties. Étant donné sa démographie et ses ressources, le Québec s'est buté, en temps de crise économique, plus vite que les autres aux aléas de l'élasticité presque indéfiniment extensibles de la demande de services. Les dépenses de la social-démocratie québécoise s'étant accrues plus vite que sa productivité, on est d'emblée entré dans une situation de déséquilibre budgétaire à l'occasion de laquelle, sous l'action de la panique, on a sabré, sans pensée directrice, dans les politiques de socialisation et dans les services. Je

pense, notamment, aux domaines des affaires sociales et de l'éducation. Les compressions dans les budgets des universités québécoises, pour utiliser cet exemple qui me tient à cœur, auront des effets d'entraînement négatifs non seulement sur l'avenir immédiat mais sur les générations futures. C'est une lapalissade, j'en conviens, mais pas pour nos décideurs publics.

Le modèle de cette philosophie conservatrice à la manière de Reagan, se concrétise un peu plus à chaque semaine au Canada et au Québec. Comment réagir aux politiques d'ensemble qui visent à démembrer, à la pièce, les gains consolidés de quelques générations précédents ? Je pense à la mise en question de l'ensemble des politiques sociales et à la privatisation des ressources, des équipements et des services collectifs. On instaure des politiques de déréglementation qui peuvent, à la longue, consolider l'emprise des grandes corporations et rendre encore plus difficiles les expressions de la libre concurrence. On augmente et élargit les abris fiscaux - en attendant la réforme de la fiscalité - dans le but de favoriser la participation du public aux risques encourus par l'État-entrepreneur, les grandes compagnies et les PME, la nouvelle idéologie du moment. on renfloue les industries boíteuses avec l'intention de le remettre sur pied. En fait, on prolonge leur agonie ! on a même brandi, à l'occasion des arrêts de travail des policiers de la Sûreté du Québec, la menace de la décertification syndicale. On procède, enfin, sans que l'on expose les véritables barèmes d'évaluation, à l'élagage de postes dans les secteurs public et parapublic.

f) L'émergence de nouvelles appartenances et solidarités

[Retour à la table des matières](#)

Je pénètre maintenant dans un univers social traditionnellement réservé aux psychologues sociaux : celui des identités, des appartenances et des solidarités. Si, jusqu'à il y a un quart de siècle environ, nous appartenions à une société monolithique dans ses orientations et dans ses pratiques, nous nous orientons de plus en plus, me semble-t-il, vers des groupes spécialisés qui traduisent avec plus de fidélité un éventail d'intérêts très diversifiés. Si, jadis, la recherche d'un projet de société semblait mobiliser les énergies de la majorité et si l'atteinte d'un large consensus nous semblait encore possible, aujourd'hui, nous assistons à un fractionnement de la société globale en une multiplicité de groupes ayant chacun leur philosophie de la vie, leur finalité, leurs

stratégies d'action et d'intervention et leurs pratiques culturelles. La gestion des affaires publiques est devenu une entreprise de grande complexité car le preneur de décision doit avoir une ouverture et une sensibilité nouvelles pour capter les nouvelles pressions et demandes qui s'exercent sur lui. J'ai fait allusion, plus tôt, au poids des cultures régionales dans l'inévitable processus de la décentralisation des décisions administratives. La naissance récente de nouveaux partis politiques - le RDI, le PS et PCQ - s'explique en bonne partie par l'insatisfaction des citoyens vis-à-vis l'administration publique et par une volonté des nouveaux chefs de file de recruter les clientèles qui délaissent les partis en place, c'est-à-dire, le PQ, le PLQ et l'UN. Les nouvelles solidarités de quartier m'apparaissent comme étant des phénomènes d'un grand intérêt, car elles expriment des tendances visant à personnaliser un lieu géographique, à humaniser les relations sociales entre voisins et à écologiser les styles de vie. La renaissance des communautés culturelles et ethniques, par rapport à un devenir propre dans l'espace nord-américain, m'apparaît comme traduisant l'affirmation d'affinités existantes et la volonté de concrétiser ces identités dans des projets bénéfiques pour l'ensemble du groupe.

L'État a d'abord manifesté ses préoccupations et ses attentions pour les groupes qui lui apparaissaient les plus défavorisés : les personnes du troisième âge, les handicapés, les jeunes et les femmes au travail. ont certes représenté des groupes qui ont réussi à éveiller la sensibilité de nos dirigeants politiques. Très rapidement, d'autres groupes, spontanés ceux-là pour la plupart, se sont organisés et se sont manifestés dans le but d'exprimer leurs doléances et leurs attentes. Apparurent, à peu près en même temps, les mouvements féministes et les groupes écologiques. Puis, ce furent les chômeurs et les assistés sociaux, les familles monoparentales, les psychiatisés, les décrocheurs, les femmes battues et les personnes victimes d'actes criminels, les groupes gais et, tout récemment, par le mouvement des retrouvailles, des adolescents et des adultes, en quête d'identité, à la recherche de leurs parents biologiques. Ces nouvelles strates sociales, fondées sur des ressemblances et des affinités, sont en émergence et elles entraînent une spécialisation du discours et créent de nouveaux lieux de parole. Que l'on pense aux radios communautaires, au pullulement des lignes ouvertes, aux émissions de télévision où l'on donne aux individus ayant une expérience de vie ordinaire un droit de parole leur assurant une bonne écoute de la part d'auditeurs captifs. Cette parole, d'un type nouveau, en périphérie de l'agora, est conscientisée, porteuse d'émotions et revendicatrice. Elle est vouée à la défense des droits individuels et collectifs de celles et ceux qu'elle entend protéger et, éventuellement, à la prise en charge, par les groupes concernés, de leurs affaires. Dans sa foulée naissent des ressources alternatives telles Solidarité-psychiatrie, Auto-psy, Court-circuit, les Déprimés anonymes, les Associations de locataires, les Garderies populaires, les Comptoirs alimentaires, les groupes d'alphabétisation, les jeunes troupes de théâtre, les divers programmes de protection du voisinage, les Grands frères, les réseaux téléphoniques personnalisés mais anonymes pour personnes en

difficulté ou en détresse, des Maisons d'accueil pour différentes catégories de victimes (femmes violées et battues, enfants ayant été la cible d'agressions sexuelles, jeunes appartenant à des réseaux de prostitution), des Maisons de jeunes, des Ateliers protégés et des centaines d'autres initiatives communautaires, venant de la base, et dont l'action repose sur l'engagement volontaire et le bénévolat.

Il y a dans ces mouvements sociaux et ces nouvelles solidarités des actions d'un type nouveau qui nécessitent, au fur et à mesure qu'elles se déploient et se généralisent dans les différentes couches sociales, des structures plus fines et plus petites, plus transparentes et plus sensibles surtout aux diverses vibrations des clientèles qu'elles desservent.

g) Les axes de l'éveil amérindien

[Retour à la table des matières](#)

J'arrive à la fin de mon périple et remonte aux sources en identifiant, d'une manière synthétique, les axes de l'éveil national des premiers habitants de ce pays, les Amérindiens, et les créneaux de la réalisation collective autochtone. L'éveil amérindien est basé, à mon sens sur des principes positifs d'identification, c'est-à-dire, une image de soi collectif revalorisée, des modes de vie traditionnels mieux précisés et un projet sociétal. Je ne sais pas si un regard émi- que me confirmera dans mon propos. Ce projet se fonde et s'articule sur cinq axes différents. Je les énumère sans les commenter : l'autonomie politique, telle que la définit l'Assemblée des Premières Nations ; l'auto-suffisance économique qui nécessite une nouvelle définition légale des territoires ancestraux amérindiens, laquelle sera vraisemblablement obtenue soit par des ententes avec les gouvernements ou à la suite de procès devant les tribunaux à l'occasion desquels on visera à démontrer l'occupation effective d'un territoire donné ; la resocialisation amérindienne, principalement dans le milieu scolaire, mais aussi dans la plupart des autres univers sociaux, à la lumière de l'histoire, des institutions, des coutumes et des valeurs indigènes ; l'opposition systématique aux mégaprojets technologiques des gouvernements, des multinationales et des grandes compagnies qui non seulement font intrusion sur les "terres indiennes" mais aussi et peut-être surtout polluent l'environnement naturel et le milieu social, dans ce dernier cas par le biais d'une "acculturation planifiée" ; et la défense sans compromis des droits et coutumes immémoriaux ainsi que des droits acquis et concédés en ce qui concerne la pêche, la chasse et le piégeage des animaux à fourrure. L'identité amérindienne nouvelle est agis-

sante et se traduit, d'une part, dans des associations autochtones à pouvoir politique. Elle se consolide, d'autre part, par la coordination des pratiques administratives qui sont d'intérêt commun. Les Amérindiens eux-mêmes occupent de plus en plus des postes de responsabilité dans les structures administratives blanches.

Il y aurait encore plusieurs réalisations récentes à mettre en exergue. Ce sont autant de changements structurels de grande importance qui sont annonceurs d'un printemps nouveau. C'est sur cette note optimiste que je termine mon esquisse à main levée des mutations sociales québécoises.

Marc-Adélar TREMBLAY
Département d'anthropologie
Université Laval

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

BARITEAU, Claude, De SÈVE, Michel, LABERGE, Danielle et André TURMEL (Sous la direction de) *Le contrôle social en pièces détachées. Les Cahiers de l'ACFAS*, 30, 1984. Montréal, ACFAS.

BERGERON, Gérard, *Notre miroir à deux faces*. Montréal, Québec/Amérique, 1985.

GAGNON, Alain G., *Développement régional, État et groupes populaires*. Hull : Éditions Asticoo, 1985.

GENDRON, Jean-Denis, "Évolution de la conscience linguistique des Franco-Québécois depuis la Révolution tranquille". Discours de réception devant les membres de l'Académie des Lettres et des Sciences Humaines de la société royale du Canada à l'Université Laval au printemps 1985. Son allocution paraîtra dans *Présentations 1985-1986*. Ce discours fut publié *in extenso* dans *Le Devoir* samedi 4 mai 1985 : 1-6.

TREMBLAY, Marc-Adélar, L'identité québécoise en péril. Québec : Les Éditions St-Yves Inc, 1983. [Oeuvre disponible en version intégrale dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

TREMBLAY, Marc-Adélar (rédacteur), Nouvelles technologies et Société. Québec : Faculté des Sciences Sociales de l'Université Laval. (Le texte cité apparaît à l'endos de la couverture), 1985.

The Canadian Arctic Resources, National and Regional Interests in the North. Report on the Third National workshop on People, Resources and the Environment North of 60 Degrees. Yellowknife, Northwest Territories. (1-3 juin 1983). Ottawa, 1985.

Fin du texte